Bulletin œcuménique

AVRIL 1983 NUMÉRO 3 PARAÎT 8 FOIS PAR ANNÉE

interrogation



ROTHENTHURM : DÉFI À LA BONNE CONSCIENCE D'UN CONSEILLER FÉDÉRAL

M. Georges-André CHEVALLAZ veut rester dans l'histoire comme celui qui ne cède pas !

Sûr de son bon droit, d'un coup de menton volontaire, il déplo-

Rédaction
Ch. des Croix-Rouges 16
CH — 1007 Lausanne
CCP 10-10580

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

Changements d'adresses : prière de les annoncer directement au mouvement concerné.

re que les médias déforment la pensée officielle du Département militaire...

Il pourfend ceux qui ne veulent pas de la place d'armes de Rothenthurm, comme il ironise sur ceux qui souhaitent un service civil pour les objecteurs de conscience. Le voilà sur la brèche, profitant de toutes les occasions, pour remonter le moral de ses troupes, comme si l'armée suisse allait, tout-à-coup, s'effondrer...

Les économies budgétaires sont pour les autres départements, mais surtout pas pour la défense nationale armée. Si, par malheur, quelqu'un lui présente la pétition pour exiger du Conseil Fédéral de ne pas diminuer l'aide au développement (cf p. 16), nous pouvons craindre le pire : il va sans doute devenir écarlate et dira encore que c'est une atteinte à l'armée suisse qui doit toujours avoir la priorité !

Voilà le brave homme tout irrité, tout bardé de certitudes, fusillant le service civil et ses partisans comme se voyant vainqueur, à l'avance, des paysans de Rothenthurm. Devant la volonté, majoritaire, des citoyens de cette commune, opposés à cette place d'armes, il brandit l'arme décisive : "Nous exproprierons les récalcitrants !"

Nous souhaiterions pourtant pour lui et pour le pays, une manière de gouverner moins crispée, pour ne pas dire moins martiale.

Il dit publiquement que l'opposition rencontrée lui donne du courage pour défendre les intérêts du Département militaire. C'est sans doute vrai, mais sa manière arrogante d'avoir, lui seul, raison nous donne de folles envies d'appuyer ceux qui pensent autrement que lui...

A la suite des Francs-Montagnards du Jura qui, en son temps, ont su dire non à ceux qui voulaient déjà leur imposer une place d'armes, nous appuyons résolument ceux qui organisent la résistance dans les cantons de Schwytz et de Zoug.

A la fin de cet éditorial, la figure inoubliable du poète et chansonnier vaudois, Gilles, nous vient à la mémoire. Ami de toujours des objecteurs de conscience et fin dénonciateur des outrances militaristes, nous l'imaginons fignoler, s'il était encore parmi nous, une jolie chanson perfide à l'adresse de son compatriote du Palais Fédéral...

M. CHEVALLAZ, un peu d'humour et de tolérance vous iraient bien...

Mais d'un certain côté, vous nous rendez service ! Rien qu'à vous écouter, nous voilà tout ragaillardis et prêts à rejoindre ceux que vous vous obstinez à combattre et à dénigrer.

Bernard BAVAUD

La mort d'un chat

Mon amie Francine pleure la mort de son chat Pinoccio.

Oh, je sais, cela peut paraître futile et malséant quand on connaît toutes les misères que l'actualité nous assène ces derniers temps...

Mais, voyez-vous, le chagrin de Francine vaut la peine d'être expliqué. Cela permettra peut-être de le comprendre.

Francine a 35 ans, elle est jolie, gentille, un peu renfermée, par timidité, je crois. Elle a vécu une belle histoire d'amour... pendant 5 ans... et après elle s'est retrouvée seule. A 30 ans, il est difficile pour une femme de se refaire un cercle d'amis... seule.

Elle a un travail qui la passionne, mais qui lui prend tout son temps et la fatigue, alors, les soirées et les week-ends sont consacrés au rattrapage de forces et à la mise à jour du ménage. Cela laisse peu de temps à la recherche d'amis ou à l'entretien des vieilles amitiés.

Et bien qu'elle fréquente des milieux "dits sérieux" : théâtres, concerts et cercles littéraires... elle est tout de suite cataloguée "disponible", dans tout ce que ce mot a d'avilissant.

Francine est vraiment seule ! Les femmes mariées l'évitent (on n'est jamais trop prudente...) et les hommes l'entourent, avec l'idée de coucher avec (on peut toujours essayer...) Elle devient de plus en plus angoissée.

Son seul ami, celui qui ne la boudait pas, qui n'était pas intéressé (ou si peu), c'était Pinoccio, le compagnon des jours de bonheur, et des chagrins qu'on cache aux autres, celui qui ronronnait, cajoleur, en lui chatouillant le cou avec ses moustaches. Il semblait sentir ses états d'âme et lui disait à sa façon : "Je t'aime comme tu es. Pour moi, tu es unique".

Voilà pourquoi Francine pleure. Son chat est mort et elle se sent encore plus seule.

Les amis ne pourront pas remplacer la dévotion de l'animal à son maître, car Francine est sensible et douce et la peur du jugement des autres la paralyse et l'angoisse.

Il y a beaucoup de Francine qui ont des chats, des chiens et des oiseaux, c'est souvent une demande d'amour que nous avons de la peine à donner ... et à demander.

C'est la question que me pose le chagrin de Francine.

Régina MUSTIELES

« L'AUTRE RIGOLO »

DIMANCHE 6 MARS 1983, 20.30 heures :

Douane suisse, contrôle de police à la gare de Cornavin.

Une longue file bloque de temps en temps. Ceux que l'on contrôle plus sévèrement ont un peu tous la même allure (mais je me trompe peut-être).

Après contrôle, un homme est renvoyé à la porte du guichet, qu'il attende... Il porte un sac à dos.

Un autre, teint foncé, le rejoint (il vient du bout de la file, ils ont l'air d'avoir voyagé ensemble, ils parlent espagnol).

J'ai l'impression que l'homme venu du bout de la file lui demande son passeport que peut-être il lui a pris ? Le premier ne semble rien comprendre, ne veut rien comprendre.

J'arrive au guichet... le policier me retient ma carte d'identité, il téléphone... téléphone...

La file attend.

Pendant que j'attends, l'homme qui avait été mis en attente derrière la porte, retenu par l'autre qui cherche toujours son passeport... qui essaye de retenir l'attention... a été introduit ...

La porte se referme ...

Le policier qui a fait rentrer l'homme et qui doit se demander ce que veut l'autre, questionne l'autre policier qui me contrôle : " C'EST QUI

L'AUTRE RIGOLO ? "

Les gens passent... j'attends et puis on me rend ma carte d'identité ...

Avec un à priori pareil, comment "l'autre rigolo" a-t-il été reçu par ces deux représentants de la police genevoise (en civil) ...

... QUI NE SONT CERTAINEMENT PAS RIGOLOS ...

Gilbert ZBAEREN





TOUJOURS LA MEME NUIT ?

PARAMARIBO, capitale du SURINAM. L'une des trois Guyanes fabriquées jadis à coups de guerres par les Anglais, Hollandais et autres Français. Trois produits coloniaux qui pourtant ne se ressemblent guère. Dans l'atlas, géographie oblige, les Guyanes font partie du continent.

En fait, elles tournent le dos à l'Amérique du Sud, regardent vers la mer, vers les Caraïbes, quand ce n'est pas plus loin encore, comme le Surinam, vers les anciens maîtres, la belle-mère patrie hollandaise. Les Surinamiens, peu nombreux, on les dit "bataves de couleur". Une vraie tour de Babel : Créoles, Hindoustanis, Javanais, Noirs et j'en passe, chaque race symbolisant une étape de la colonisation.

En une nuit, celle du 7 au 8 décembre dernier, les maîtres du Surinam ont fait les trois quarts du chemin qui mène à la dictature. Modèle courant à l'usage de certains pays d'Amérique centrale. En 1975, le pays avait trouvé l'indépendance. Politique s'entend. Cinq ans plus tard, une poignée de militaires abolissaient ce qui était tout de même encore l'une des rares démocraties du continent. Ils faisaient des promesses : le changement profiterait aux petits. Mais en une nuit de terreur, la révolution a basculé dans l'engrenage des régimes totalitaires. Incendies, exécutions, tortures. Des cibles soigneusement choisies : intellectuels, avocats, leaders syndicalistes, gens de presse, officiers rebelles. L'armée se justifie. Explique qu'elle n'a fait que prendre les devants. Qu'"une loi élémentaire de la société veut, quand vous avez le pouvoir, que vous ne le lâchiez pas sans vous battre". Qu'elle va mettre en place une nouvelle démocratie. Lisez : couvre-feu, censure, fermetures d'écoles, arrestations et autres pratiques ténébreuses.

On connaît la chanson "... *toujours la même nuit, à Prague et au Chili* ". Comme dit Serge Lama.

L'autre semaine , de passage à Genève, deux femmes Argentines. Deux mères parmi celles qui tous les jeudis depuis le 30 avril 1977 se donnent rendez-vous en plein après-midi sur la Place de Mai, à Buenos Aires. Pour y mener une ronde silencieuse. Elles exigent la vérité sur toutes les disparitions, des explications sur la "sale guerre". Lasses d'agir seules, chacune pour soi, sans appui, sans réponse, elles ont préféré les armes de la lumière : " *nous voulions agir au grand jour, ce que nous demandions n'avait pas à être caché*". D'autres femmes, innombrables, les rejoignent, se font connaître, luttent à leur tour.

Ici et là des hommes et leurs systèmes profitent de l'ombre pour bâillonner, mutiler, détruire. Ailleurs, d'humbles voix courageuses refusent que l'on exploite ainsi le silence, s'unissent au vu de tous pour affirmer le droit de chacun à la vérité, à l'existence.

Ces cris appellent en nous autre chose que des chuchotements. A moins qu'accoutumés à la liberté, nous en ayons perdu la saveur. Il est vrai qu'une grande clarté parfois rend aveugle.

Toujours la même nuit. Pas seulement à Paramaribo et à Varsovie. En nous-mêmes aussi.

Bernard WEISSBRODT



Fiona HULBERT, théologienne britannique, travaille à l'Alliance mondiale des Unions Chrétiennes de jeunes femmes, à Genève. Auparavant, elle était secrétaire à la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants. Elle a été pasteur auxilliaire et a fait partie du personnel du Centre International des Femmes, à Edimbourg (Ecosse) et a été membre de l'équipe de la Mission Populaire française.

Vous avez fait un séjour de 6 semaines aux USA en automne ; à quel titre étiez-vous invitée ?
C'est l'Eglise presbytérienne unie des USA qui invitait 15 personnes - pasteurs et laïcs - appartenant aux Eglises réformées d'Europe, à participer à un de ses synodes. Le but était double : - partager notre foi - être nous-mêmes, au sein d'une paroisse ou d'une communauté de ce synode. Nous étions considérés non comme des invités, mais comme des "associés" faisant partie de l'Eglise locale. Nous étions répartis entre trois Etats : l'Ohio, le Michigan et le Kentucky.

Quelle était la situation de "votre" paroisse ?
J'étais à Warren - banlieue Nord de Détroit (Michigan), qui vit de l'industrie automobile. Cette ville m'est apparue exactement comme une ville d'apartheid : j'ai découvert un Centre-ville (Détroit) entièrement noir et pauvre, entouré de banlieues contrôlées par des Blancs riches ; j'étais très dépaysée, on aurait dit qu'une guerre avait eu lieu : la moitié du centre-ville donnait l'impression de terrains vagues; plus de 20'000 personnes vivent dans les rues, 14 % sont au chômage dans le Michigan. Les Eglises du centre-ville font du travail social ; fournissent repas, habits, douches. Par exemple, les Pères Capucins donnent 3'000 repas par jour, on y fait la queue. Je résidais dans la banlieue et j'ai voulu explorer le centre-ville, mais je rencontrais des réactions de peur : les paroissiens et le pasteur lui-même me parlaient de violence, il fallait fermer les portières à clé quand on roulait, etc... Détroit avait été créé par Henry Ford : il y a toujours son château et des églises de style gothique pour 2'000 personnes, mais aujourd'hui 80 personnes les fréquentent et ce sont surtout des Noirs. J'ai été très choquée de découvrir cette situation d'apartheid.
Quelles expériences avez-vous vécues dans l'Eglise de là-bas ?
La paroisse représente un lieu protégé, comme une famille élargie. J'ai participé à toutes les activités de l'Eglise de Warren. Bien sûr, il existe des Blancs qui travaillent avec les Eglises Noires, parce qu'ils habitent à la frontière géographique entre le centre et les banlieues, ou qu'ils décident de s'engager. Cette aide doit augmenter, car les programmes officiels d'aide sociale sont progressivement coupés par Reagan. Dans le centre-ville, les Eglises ne sont plus centrées sur elles-mêmes, mais pratiquent l'oecuménisme. Leur situation est plus proche des Eglises européennes ou de celles des pays de l'Est. Or, ces petites Eglises, les Eglises Noires, sont méconnues...
Par contre, j'ai assisté au Conseil presbytéral de Détroit à une réunion de 400 hommes en costume-cravate, sous la protection d'une immense sculpture d'un Christ en or : on aurait dit des hommes d'affaires soucieux avant tout d'efficacité. Or, malheureusement, c'est ce modèle qui reste dans l'esprit des gens.

Dans "ma" paroisse - comme ailleurs aussi - le pasteur était obsédé par l'assistance au culte, on comptait les absences, on en cherchait les causes ; les activités étaient très ecclésiocentriques. Le pasteur n'a jamais visité le centre-ville ; c'est avec les femmes de la paroisse que je l'ai fait. Il y avait un atelier de 30 femmes sur l'apport des femmes dans l'Eglise, mais il était trop influencé par le modèle d'efficacité. En fait, les femmes étaient plus

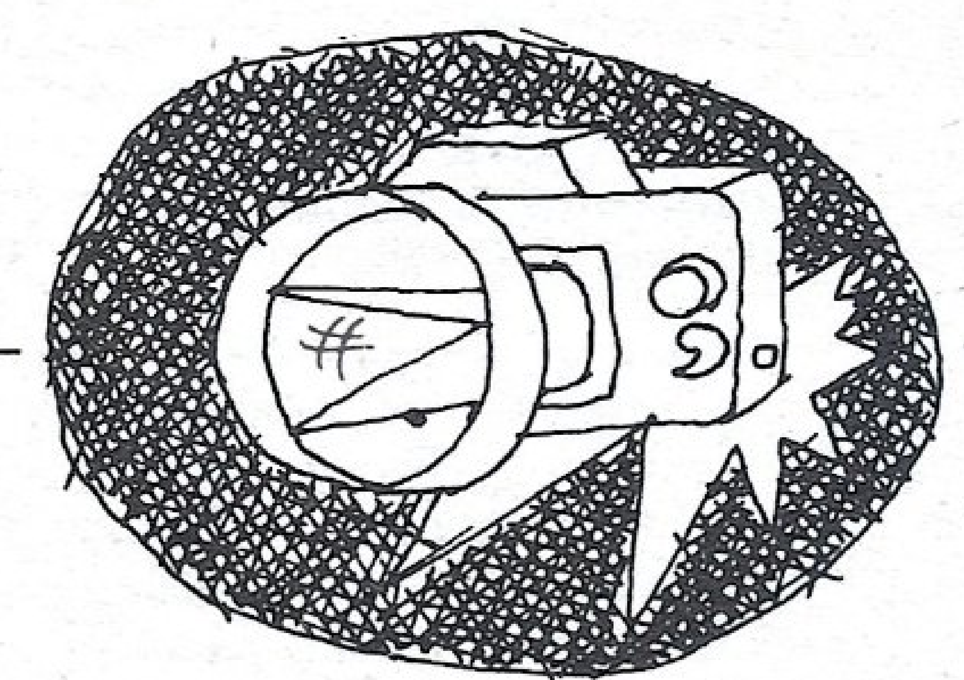
douées, se posaient des questions, mais se sentaient bloquées par le clergé. J'ai vraiment partagé avec les gens, ce n'était pas le souci du pasteur ; les hommes sont effrayés par une femme "égale" (théologienne, pasteur). C'est une société très "macho"...

Des femmes m'écrivent : merci de nous avoir fait dépasser le pas de la porte. Elles n'ont rien à perdre. Les laïcs ont des dons qu'ils ignorent : il faut leur donner confiance en eux-mêmes. Quand on sait que les gens sont noyés dans la TV, la publicité, les racontars locaux, et ignorent complètement le reste du monde, l'ouverture de ces femmes apparaît comme un signe d'espérance.

C'est le début d'un échange "missionnaire" dans les deux sens : USA - EUROPE.

Propos recueillis par Lytta BASSET

FLASH



Petit pour cent deviendra grand

Ça monte gentiment. Comme la bébête, mais en moins drôle. Et ça nous fait quelques frissons.

Curieusement, à regarder autour de nous, on se sent presque rassurés. Le chômage devient «normal» puisqu'il sévit à l'état endémique chez tous nos voisins. Allons bon, ce n'est pas réservé aux sociétés d'incapables. Et ça n'a pas l'air de trop entamer la prospérité. Et on ne va pas trop s'en faire pour nos quelques petits pour cent de chômeurs quand des puissances industrielles comme les USA, l'Allemagne, ont dépassés les 10. D'ailleurs, ça va se tasser. On y travaille. On en a vu d'autres. On croit à la reprise, à la Suisse-île-roc en mer agitée.

Et si ça ne se tassait pas? Et si le petit pour cent devenait grand? Hypothèse refusée, apparemment. Perespective occultée. N'insistez pas ou je dis à tout le monde que vous êtes un sapeur de moral, un créateur de psychose, un pessimiste dangereux, voire un agent du communisme international, en tout cas un mauvais citoyen et un être de peu de foi dans la valeur de notre civilisation.

On va créer des emplois. Fabriquer un peu plus de trucs, de machins, de robots, de bombes. Tiens, vous n'auriez pas besoin d'un trifougnaseur à la polypropubulle? Mais si, puisqu'on vous le dit. Et vous voyez, les gros méchants, là-bas, de l'autre côté des frontières. ils sont en train de mettre au point l'arme absolue contre nous, il faut absolument qu'on fabrique l'arme hyper-absolue contre eux, pendant qu'on leur vend du blé et qu'on leur achète du gaz. Et travaillez, tonnerre! Prenez de la peine. Si vous n'êtes pas content, il y en a 100 derrière la porte pour votre poste. Et quelques millions dans le tiers monde pour notre place. Alors vous avez tout intérêt à faire le dos rond, l'oreille basse, le regard fixe et l'esprit docile...

Apprendre à vivre avec le chômage? Mettre en place des structures qui en fassent autre chose qu'un épouvantail, qu'un générateur de déprime? Reviser l'organisation sociale, les modes de vie et de pensée? Imaginer d'autres rapports homme-travail-économie? Au fou! A l'utopiste! Au saboteur!

Certains jours, je nous vois comme une colo de gosses désemparés sur une plage offerte au déluge, avec leurs petites bottes, leurs petites pelles, leurs petits seaux, regardant l'eau qui monte, à qui les moniteurs n'ont pas appris à nager, et donnent du sable pour faire des digues plutôt que du bois pour faire des bateaux.

Michel-H. KREBS

Impartial 17.1.1983

Chrétiens dans les pays du Maghreb

Dans les pays du Maghreb, les chrétiens attachent un grand prix à la rencontre et au dialogue avec les musulmans, dont ils essaient de partager la vie. Un reportage de Marie-Christine Ray.

« Le dialogue religieux face à face est encore difficile, en raison du poids du passé, même s'il existe des groupes de haut niveau intellectuel (Cerés, Gric) (1) qui y travaillent en Tunisie, et même en Algérie et au Maroc. Nous préférons marcher ensemble, tirer ensemble la même charrette, note Mgr Callens, ainsi les écoles chrétiennes continuent de recevoir 11 000 élèves tunisiens, avec des enseignants tunisiens, au service du pays, dans le respect de la différence. L'homme, c'est notre terrain commun.

» Je ne suis pas envoyé au musulman, conclut l'évêque de Tunis, je suis envoyé à l'homme qui vibre avec sa spiritualité musulmane, comme moi je vibre avec ma spiritualité catholique. Ainsi, chacun étant reconnu pour ce qu'il est, le dialogue est possible. » — (8 février.)

(1) Cerés : Centre de recherche économique et sociale, Tunis. — Gric : Groupe de recherche islamo-chrétien, créé à Tunis, comprend des groupes en Algérie, au Maroc.

Echo 19.2.83

SUR TF 1
Laquais ou prophètes ?

Des foules de réfugiés terrorisés sur les chemins d'un exode qui n'en finit pas, fuyant la guerre sans front du Salvador, le désespoir de ceux qui découvrent le cadavre d'une mère ou d'un frère, des maquisards sûrs d'eux, qui se disent chrétiens et révolutionnaires, une armée omniprésente et mal à l'aise, des orphelins dans des camps de fortune. Au Nicaragua, l'insécurité aux frontières nord du pays, où la récolte du café doit se faire sous la protection de miliciens sandinistes, des messes pour les tués de la veille, les incertitudes du lendemain et la montée des affrontements internes.

Bien des images fortes et dures dans les deux reportages présentés mercredi soir dans les « Mercredis de l'information » *à TF 1. Deux documents intéressants et bien construits, par Jean Bertolino et Tony Comiti au Salvador, et par Jean-François Boyer et Hubert Dubois au Nicaragua. Partout la violence, la misère nue et brutale, le mépris de l'homme, des injustices à la limite de la caricature. Mais un fil conducteur et réconfortant : la présence aux côtés des plus humbles et des opprimés de prêtres, le plus souvent étrangers, qui poursuivent leur tâche difficile malgré les risques énormes.* « Nos peuples ont l'habitude de la famine, *affirme sans gêne l'évêque de San Vicente au Salvador.* S'ils se révoltent, c'est qu'on les y incite. »

Mgr Romero, l'archevêque martyr de San-Salvador, disait, lui : « C'est la droite qui est la plus coupable dans ce pays. » *Un jugement qui lui a coûté la vie. Pour tenter de soulager, un peu, cette misère et cet abandon, des prêtres sont présents dans les campagnes. Ni laquais, ni prophètes mais efficaces* « Les autorités, *dit un maquisard,* ne s'intéressent absolument pas aux pauvres. La seule façon de faire bouger les choses est de prendre un fusil ».

Il y a des remous dans les épiscopats, au Salvador comme au Nicaragua, des divisions, mais sur le terrain quelles belles figures de prêtres et de religieuses, éclairées par leur foi et leur sacerdoce ! Ainsi Sœur Jean Anselm, une jeune Américaine qui s'occupe d'un camp à San-Francisco-de-Gotera, qui ne peut « pas tout dire » *car elle redoute l'expulsion. Ou le Père Kennett Myer, un autre Américain, qui a monté lui-même un orphelinat à Saragoza. – M.N.*

Le Monde 4.3.83

XÉNOPHOBIE
Des juges venus d'ailleurs

L'initiative vaudoise sur l'extension, à chaque district, d'un tribunal de prud'hommes, est combattue par toute la droite politique et patronale.
On s'en prend particulièrement à la disposition qui permettrait à un étranger de siéger comme juge assesseur au tribunal des prud'hommes.
Inadmissible, s'écrie-t-on! On va jusqu'à citer le Pacte de 1291. L'«argument» avait déjà fait mouche à Genève sur le même sujet... Mais les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Turcs qui travaillent chez nous — on n'a pas remarqué jusqu'ici qu'ils ressemblaient aux hommes d'armes des Habsbourg — pourquoi ne seraient-ils pas réconfortés de savoir qu'un juge les comprend intimement? Le juge ouvrier, faut-il le préciser, n'est pas juge unique. Il siège dans une cour à trois.
Les mêmes prétendaient combattre Schwarzenbach. Domaine Public 24.2.83

UN STATUT EUROPEEN POUR LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Le Parlement Européen a adopté récemment à une forte majorité un statut de l'objecteur de conscience, présenté par la socialiste italienne Maria Antonietta Macchiocchi et par la libérale Simone Veil (France). L'assemblée invite les "Dix" à harmoniser leur législation en la matière et à reconnaître que le "service de remplacement (...) ne devrait pas être considéré comme une sanction (...) ni excéder la durée du service militaire ordinaire".
Cette résolution contredit toutes les législations des pays qui connaissent le service militaire obligatoire. Selon un amendement adopté par le Parlement les "Dix" doivent encourager l'accomplissement de ce service civil dans le cadre de la coopération avec les pays du tiers monde. Une simple déclaration suffira à conférer le statut d'objecteur de conscience.

Pérou : fausses accusations

Les accusations du président péruvien, M. Fernando Belaundes, selon lesquelles des prêtres et des religieux feraient de la politique et participeraient même à des actes violents, ont été rejetées par la Conférence des évêques du Pérou. Les attaques du président péruvien s'adressent en particulier à des prêtres étrangers, auxquels il a reproché de participer même à des actes d'effusion de sang.
Dans un texte publié à Lima, les évêques expriment « étonnement et consternation » face à ces accusations à l'encontre de prêtres « qui ont mis leur vie au service de l'Eglise de notre pays ». L'épiscopat critique en outre le président parce qu'il n'a pas pris contact avec la Conférence des évêques avant de publier de telles accusations. Enfin, il demande au président Belaundes, ou de prouver ses affirmations, ou de les retirer. — (31 janvier.)

L'Echo 19.2.83

ZURICH : Office de consultation pour objecteurs

Zürich abrite depuis une bonne année un office de consultation pour objecteurs de conscience. En 1982, cet office a accueilli 700 personnes qui éprouvaient des difficultés dans l'accomplissement de leurs obligations ou qui n'étaient plus disposées à les remplir. La plupart avaient déjà fait leur choix : elles ont obtenu des informations et des conseils sur les procédures à suivre. L'office assume également une fonction d'accompagnement spirituel. Jusqu'ici 30 particuliers l'ont appuyé matériellement, mais une association de soutien est en voie de constitution. Il existe des offices parallèles à Bâle, Berne et Lausanne.

S.P.P. 18.1.83

L'EGLISE AUX PHILIPPINES

Des prêtres rebelles ?

Paul JUBIN, de retour d'un voyage pour l'ACTION DE CAREME aux PHILIPPINES, nous livre quelques premières impressions du pays qu'il a visité.

"En brandissant le spectre de l'infiltration de l'Eglise par des éléments communistes, on stigmatise et on immobilise les prêtres, les religieux et les laïcs engagés dans les problèmes vitaux de leurs communautés, surtout s'ils intègrent la défense des droits de l'homme dans leur apostolat ..."
Voilà ce qu'affirme le Père Orlando TIZON, ancien directeur de grand séminaire et théologien écouté, emprisonné depuis le 20 septembre 1982 à Davao-City, île de Mindanao. Je l'ai visité dans sa prison, où sont détenus pêle-mêle prisonniers de droit commun et prisonniers politiques.
"Je ne suis pas marxiste, continue le Père TIZON, *mais j'ai travaillé dans une zone où vivaient des rebelles. Ce sont des hommes comme les autres, catholiques pour la plupart. Je n'adhère pas à leur violence. Mais je comprends que, désespérés, ils aient opté pour un changement par la lutte armée. Pour ma part, je lutterai ma vie entière pour éviter la violence et la torture..."*
Tous ceux que j'ai questionnés le confirment : le P. TIZON n'est pas un "prêtre rebelle". Il a opté pour les pauvres et les opprimés au nom de l'Evangile. Philippin ardent, il refuse la soumission aveugle et le mutisme. La justice et l'amour postulent d'autres attitudes.
"Si l'Eglise s'engage aux côtés des pauvres, le pays restera libre, démocratique, plus juste. Sinon, une radicalisation des positions suscitera une poussée du pouvoir communiste. Le gouvernement et l'épiscopat se préoccupent toujours des infiltrations d'extrême-gauche Ils devraient, avec la même vigueur, se préoccuper des infiltrations d'extrême-droite..."
Certains membres de l'Eglise, exaspérés par la montée de l'injustice, par la rapacité d'une minorité de puissants, par l'ampleur des crimes officiels, par un trop grand immobilisme de l'Eglise institutionnelle qui se contente de déclarations, rejoignent les collines, c'est-à-dire les régions contrôlées par les communistes et les musulmans, dans les zones montagneuses et dans le Sud de l'archipel. Ils ne tolèrent plus que la corruption généralisée et la violence officielle fassent la loi impunément. La violence répressive engendre inévitablement la violence subversive. D'où, les embuscades et les attentats des guérillas pour harceler le pouvoir. Celui-ci n'a-t-il pas mobilisé les 2/3 de son armée, soit 200'000 hommes contre les 6'000 hommes de l'armée communiste NPA ? Il est vrai que les militaires protègent en même temps les multinationales et l'agro-business voués à l'exportation.
"Quand tous les moyens de contestation et d'expression sont retirés au peuple, confie un évêque, *la révolution n'est pas loin d'éclater. C'est pourquoi, il importe que le peuple ait le courage de créer ses propres forums."*
Le gouvernement, obsédé par l'idéologie de la sécurité nationale, considère toute critique ou tout désaccord comme suspects. Il s'emploie à confiner l'Eglise aux sacristies. Pour lui, éveiller la conscience des pauvres, leur permettre de s'organiser pour survivre et obtenir un minimum de dignité, dénoncer d'écoeurantes injustices, c'est s'adonner à la subversion. Aussi, le ministre de la défense surveille-t-il avec une attention particulière les communautés de base qui se multiplient (500 dans la pointe Sud de l'Ile Negros ; 10'000 dans l'Ile de Mindanao, etc.). Il sait que leur programme d'action sociale et leurs programmes de défense des droits de l'homme érodent l'influence et la crédibilité du gouvernement. Et l'Etat, habile en manipulation psychologique, de réagir en attaquant certains membres de l'Eglise à titre individuel. Fidèle au célèbre plan Banzer, il discrédite ou arrête les plus engagés, surtout s'ils sont étrangers. Il ne recule ni devant les perquisitions et arrestations, ni devant les disparitions ou liquidations. Ici, deux Soeurs et 3 laïcs sont incarcérés pour avoir mené une enquête sur un conflit op-

Philippines

Les évêques condamnent toutes les violences et critiquent la politique du régime

Réunis le mois dernier à l'occasion du Carême, quatre-vingt-douze des cent deux évêques philippins ont rendu publique une lettre pastorale qui réaffirme l'« *option préférentielle* » de l'Eglise pour les pauvres « *dans la défense de leurs droits, spécialement ceux qui sont violés par les puissants* ». « *Nous désapprouvons toute action ou programme qui s'oppose aux valeurs de l'Evangile : torture et assassinat de citoyens simplement parce qu'ils ont des convictions différentes de ceux qui détiennent le pouvoir ; réduction du peuple au silence, répression des médias parce qu'ils disent la vérité sur la situation du pays ; usage accru des armes et de la violence par les forces de la droite et de la gauche dans leur lutte pour le pouvoir et, plus près de nous, utilisation des fonds de l'Eglise ou manipulation de ses actions aux fins politiques de groupes idéologiques.* »

Par ce texte, les évêques s'en prennent surtout au gouvernement du président Marcos : ils demandent que « *la procédure légale soit respectée* » pour les personnes arrêtées, qu'elles ne soient « *ni torturées ni maltraitées* », que la « *définition légale de la subversion soit modifiée* ». En effet, « *le désaccord légitime est trop souvent assimilé par le gouvernement à la rébellion et à la subversion* ». « *Il y a pourtant beaucoup d'aspects du système politique actuel qui invitent le citoyen ordinaire au désaccord : l'injustice et la corruption dans la politique du gouvernement — qui favorise les multinationales aux dépens de la population et le tourisme aux dépens des services à fournir aux zones rurales où le nombre de pauvres s'accroît quotidiennement (...), — et la militarisation croissante du pays, que ce soit pour des raisons de sécurité ou pour mettre en œuvre des projets socio-économiques dont la sagesse est parfois contestable et douteuse.* »

Ce jugement est d'autant plus sévère qu'il a — pour la première fois — été adopté à l'unanimité des présents. Les évêques critiquent aussi les chrétiens qui se sont laissés aller à prendre le parti de la guérilla communiste de la Nouvelle armée populaire : « *Notre action,* écrivent-ils, *doit être conduite par l'amour, non par la haine, par le pardon, non par la violence* » et « *nous ne devons pas nous laisser utiliser, dans notre action en faveur de la justice, par des idéologies politiques de quelque couleur qu'elles soient* ». « *Des actes criminels ne peuvent en aucun cas être un moyen justifié de libération. Si des prêtres, des religieux ou des laïcs s'en rendent coupables, qu'ils supportent les conséquences de leurs actes.* » Les jésuites, fort influents dans le pays, semblent avoir joué un certain rôle dans la rédaction de cette lettre pastorale. — P. de B.

Le Monde 4.3.83

posant un grand propriétaire terrien et les ouvriers agricoles. Là, deux missionnaires Hollandais sont inculpés de subversion et de détention de littérature communiste... qu'on a déposée chez eux à leur insu. A Kabankalan, un missionnai-



Des gens conduisent le Père GORE à l'Eglise après sa mise en liberté.

re Australien, le Père Gore, est emprisonné avec 6 animateurs de communautés de base. Dans la province d'Ilocas Sur, le Père Zacarias Agatep est abattu par les militaires. Et en décembre dernier, au milieu de toutes ces réactions injustes et indonfées, voici qu'un jeune prêtre, le Père Edgardo Kangleon, dans une longue confession, avoue avoir été recruté par les communistes. Ravi de l'aubaine, l'Etat redouble ses attaques contre l'Eglise avec une publicité raffinée. L'occasion n'est-elle pas rêvée d'établir une loi à partir d'un cas isolé ?

"*Qu'en est-il du péril rouge?*"

J'ai posé la question à un politicien de haut rang. "*Le parti communiste compte probablement environ 1'000 membres inscrits et militants convaincus. Mais il draine dans son sillage certainement 2,5 millions de sympathisants. Ces concitoyens ne sont pas attirés par l'idéologie marxiste, mais par la droiture de vie et l'aide apportée par les "rebelles". Ceux-ci partagent la vie des pauvres, ils ne sont pas corrompus, ils n'ont qu'une parole, ils assurent paix et sécurité aux populations de leur zone, ils satisfont les besoins en alimentation, cultures vivrières, soins de santé, scolarisation dans les zones les plus reculées où le gouvernement n'entreprend rien. Las des souffrances et humiliations subies, ils veulent le changement. Mais surtout pas un régime communiste, car le Vietnam et le Kampuchéa ne sont pas loin. Ils savent ce que cela signifie et refusent l'aventure marxiste...*"

Dans les zones où se concentre la guérilla, des prêtres sont en contact avec les rebelles. Ils les considèrent comme des chrétiens à part entière. Ils sont peu nombreux, en raison des menaces qu'ils subissent. Une vingtaine peut-être sur les 6'000 prêtres et religieux que comptent les Philippines. Parmi eux, quatre ont publiquement opté pour un changement avec le NPA, la nouvelle armée du peuple, bras armé du parti communiste. Dans le vacarme des campagnes de dénigrement, on oublie de se demander pourquoi ils en sont arrivés là. L'un d'entre eux le Père Conrado Balweg, déclarait dans une émission à la BBC : "*Offrir ma vie pour Dieu et pour mes frères ? C'est le sens de ma messe quotidienne. Mais je ne puis offrir ma vie seulement 30 minutes par jour. Je dois m'engager 24 heures sur 24 pour libérer le peuple de*



Bert CACAYAN, secrétaire-exécutif de la Conférence pastorale MINDANAO-SULU, qui crée les communautés de base.

la violence, de l'oppression, de l'injustice". Sa tête a été mise à prix par le gouvernement : 60'000 francs suisses.
L'Archevêque de Manille, le Cardinal Sin, même s'il n'épouse pas les options de ses frères dans le sacerdoce, les considère toujours comme ses prêtres. Et de dénoncer "*la campagne de dénigrement systématique de l'Eglise au sujet des prêtres rebelles. Qu'elle qu'en soit la cause, le fait est que toute velléité de critique a été étouffée. L'Eglise ne doit jamais se marier avec une forme spécifique de gouvernement, sinon elle sera veuve à la prochaine génération*".
Et au ministre Perez qui le désigne comme "*un Khomeini Philippin*", le Prélat réplique que dans ce cas "*il doit bien exister un Shah Philippin*"...
Marqués par des siècles de colonisation et de catholicisme espagnols, l'épiscopat et le clergé sont dans leur grande majorité conservateurs. Néanmoins, les tensions et affrontements croissants avec l'Etat ont amené l'Eglise, longtemps hésitante, à se distancer, à ne plus coller au pouvoir, à passer d'une collaboration critique à une position plus ferme. Dans la lettre pastorale qu'il vient de publier à l'occasion du Carême 1983, l'épiscopat réaffirme son "option préférentielle pour les pauvres dans la défense de leurs droits, spécialement ceux qui sont violés par les puissants". Ce texte, qui critique la politique du régime, a été voté à l'unanimité des 92 évêques présents (sur 102), unanimité atteinte pour la première fois. L'épiscopat désapprouve : "*la torture et l'assassinat de citoyens simplement parce qu'ils ont des convictions différentes de ceux qui détiennent le pouvoir ; le silence imposé au peuple, la répression des médias parce qu'ils disent la vérité sur la situation du pays; l'usage croissant des armes par les forces de la droite et de la gauche dans leur lutte pour le pouvoir et, plus près de nous, l'utilisation de fonds de l'Eglise ou la manipulation de ses programmes au bénéfice de groupes à buts politiques ou idéologiques*".
Dans ce texte courageux, les évêques exigent qu'une procédure légale soit respectée pour les personnes arrêtées et qu'elles ne soient ni torturées, ni maltraitées, ni déclarées coupables à partir de simples soupçons. Ils accusent le gouvernement d'avoir "*mis en route une politique de projets qui n'aident pas les pauvres dont le nombre croît chaque jour et dont le dénûment grandit ; l'injustice et la corruption dans la politique du gouvernement qui favorise les multinationales au détriment des intérêts du peuple, qui gaspille des sommes importantes pour soutenir le tourisme et le festival de films aux dépens des zones rurales, ce qui entraîne "la militarisation croissante du pays, que ce soit pour des raisons de sécurité nationale ou pour mettre en oeuvre des projets socio-économiques parfois contestables et douteux, voire imprudents. L'insurrection et la contre-militarisation sont les réponses des secteurs de la société Philippine*



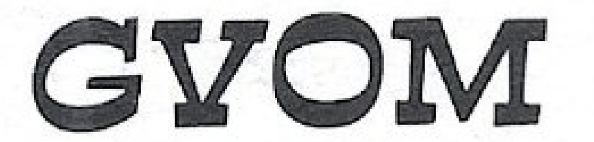
Cathédrale et palais du gouverneur, à MANILLE



On démolit le bidonville pour y installer port, usine et routes. Et les victimes du drame ? (Tondo, MANILLE)

qui désespère voir disparaître les injustices".
Avec la même vigueur, les prélats condamnent les chrétiens qui ont pris le parti de la guérilla : *"Si des prêtres, des religieux ou des laïcs se rendent coupables d'actes criminels comme moyen de libération, qu'ils supportent les conséquences de leurs actes".*
Aux Philippines, l'Eglise multiplie les cellules vivantes, dynamiques, ouvertes, incarnées dans le peuple. Les signes d'espérance dépassent les résistances, les exactions et les peurs. Dans cette île où l'on trouve un prêtre en moyenne pour 9 à 11'000 fidèles (selon les régions), les laïcs prennent leurs responsabilités en communion avec les pasteurs. Un des évêques prophétiques du pays, Mgr Claver, définit très bien les deux approches pastorales, parfois en tensions ou en opposition: *" l'une considérant l'Eglise comme institution, l'autre la considérant comme peuple de Dieu. L'approche institutionnelle renforce les structures traditionnelles où les principaux acteurs, tant clercs que laïcs, viennent des rangs de l'élite et se préoccupent prioritairement des besoins spirituels des fidèles en dehors de tout engagement socio-politique. L'autre approche rend le peuple de Dieu responsable de sa croissance spirituelle en l'articulant sur les aspects et réalités culturels, sociaux, politiques ou économiques, en petites communautés comme dans l'Eglise primitive. Dans ce cas, l'Eglise ne se satisfait plus d'énoncer des principes, mais s'engage au nom de l'Evangile avec ceux qui souffrent et luttent pour trouver une réponse à leurs problèmes vitaux".*
Pour l'heure, une minorité s'engage à fond pour le peuple des pauvres. Les lourdeurs du passé, des habitudes, l'handicap de biens et propriétés à sauvegarder, la peur de l'inconnu, freinent la concrétisation des déclarations dans les faits. Mais le mouvement est donné, les communautés chrétiennes de base se répandent le peuple est en marche : puisse-t-il trouver au dedans et au dehors les appuis dont il a besoin.

Ce dossier ainsi que les photos sont de Paul JUBIN



L'ASSEMBLEE MENSUELLE DE JUIN AURA LIEU A VERS-L'EGLISE (Diablerets)

LE WEEK-END DES 5 et 6 AVRIL, début 15 heures

Nous comptons faire le point et passer de bons moments (si possible !)
INVITATION A TOUS CEUX QUE CELA INTERESSE !
Indiquez votre participation à la Sagne - tél. 039 31'78'27

SESSION DE FORMATION EN VUE D'UN ENGAGEMENT

OUTRE-MER, EN SUISSE ou AILLEURS

3 SEMAINES : DU 22 AOÛT AU 10 SEPTEMBRE 1983

Cette session s'adresse à ceux :

- qui vont partir travailler dans un autre pays pour participer à un projet de développement, de solidarité,
- qui sont engagés en Suisse pour les mêmes raisons,
- qui peuvent... veulent prendre 3 semaines de réflexion, faire le point à propos de ce qu'ils font ou cherchent.

Les participants aborderont des questions concernant leurs motivations, leurs relations avec les autres, avec d'autres cultures ; leur engagement en tant que chrétien ou non ; une approche de l'économie, le développement dans son sens général et leur développement personnel. Nous tenterons d'aborder les raisons qui nous font désirer le changement (des changements) et de trouver des possibilités qui s'offrent à nous de passer à l'action. Les éléments, les démarches proposées, ainsi que la vie du groupe permettent une implication personnelle.
Le contenu du programme est précisé avec les participants.

LIEU : LONGIROD (Jura VD) PRIX : (indic. arrangem. possibles) Fr. 25.-- par jour

ANIMATION : GVOM - Françoise BERTALLO - Gilbert ZBÄREN

Inscription : à renvoyer dès que possible à : GVOM, Le Coin 43, 2314 LA SAGNE

UN AN POUR...

un premier groupe de 14 personnes a démarré à mi-février 1983.

Il y a déjà quelques inscriptions pour le prochain départ en septembre!

Face au non-changement et aux pressions de la société dans laquelle nous vivons, nous pourrions être tentés de baisser les bras...

Partons-nous de l'idée que rien ne peut changer... ou si lentement !!!

Le GVOM vous offre la possibilité de prendre le temps de cerner des lieux d'action possible pour vous et de réfléchir avec d'autres...

VIVRE ENSEMBLE : *En travaillant manuellement sur des chantiers (W.e., semaines, quelques jours...)*
Pour être en relation avec ces milieux différents des nôtres. Pour dépasser le stade de la discussion et de la réflexion.
En ayant des temps d'échanges - sur soi, sur sa manière d'être, de faire ses choix.
Quelle conviction je porte ?
Qu'est-ce qui m'interpelle le plus dans notre société ?
Pour prendre conscience de ce qui se passe dans la population où je vis.
Comment est-ce que nous nous impliquons dans nos réalités de tous les jours.

LE GROUPE EST UTILISE COMME MOYEN ET NON COMME BUT EN SOI *Pour nous stimuler dans une démarche qui doit être exigeante, pour aller au bout de ce que nous souhaitons, pour mettre en action les constats...*
Aussi pour trouver des solutions aux problèmes liés à la participation de chacun à cette démarche (choix, finances, engagements concrets, temps libre, etc.)

Le processus n'étant pas prévu à plein temps, les moments de rencontres, de chantiers, seront organisés avec les participants, selon leur disponibilité.

Des groupes de 10 à 12 personnes au maximum sont prévus, avec un démarrage en janvier et en septembre.

INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS : GVOM - p.a. Gilbert Zbären - 1033 CHESEAUX
Tél. 91'10'34

elle est partie...



Le 12 janvier, Janet ROSS, secrétaire, a quitté Genève pour rejoindre NYAMEY, au NIGER. Elle assumera le secrétariat des projets de développement du diocèse, comme aussi animera la formation professionnelle donnée dans le centre de dactylographie et de comptabilité de la Mission.

Son adr.: Mission catholique
B.P. 10270 NYAMEY / NIGER

mariage

- *Ruth STEFFEN et Jean-Daniel PIGUET, ancien volontaire au BURUNDI, se sont mariés au SENTIER, le 4 mars 1983. Ils repartiront à fin avril pour NIAMEY dans le cadre d'un projet de la DDA.*
  Leur adr.: B.P. 178 NIAMEY / NIGER

naissances

* *Olivier, le 9 janvier, au foyer de Cécile et Alain TOLLU-BONNARD*
  Fontain - 25660 SAONE / FRANCE

* *Marthe, le 27 février, au foyer de Véronique et Georges GOBET-MONDOUX*
  1531 CHATONNAYE

décès

+ *Le 2 janvier, Massimo CAMPONOVO, père de Riccardo, de STM, actuellement volontaire avec sa femme Edith, à El Socorro, au VENEZUELA*

+ *Le 27 janvier, Robert HARRISON, père de Pierre, ancien volontaire STM avec Brunella, sa femme, à Policarpa, en COLOMBIE*

+ *Le 3 février, Adolf GRAF-SCHLAURI, père de Gebhard, actuellement volontaire dans le diocèse de N'Zérékoré, en GUINEE*

EIRENE annonce :

22 - 24 AVRIL 1983 - VAUMARCUS

VIVRE AUTREMENT

C'est le thème retenu cette année par "ESPACES", lieu d'échange, d'expression et de partage pour des hommes et des femmes préoccupés par les questions de la vie actuelle et par l'Evangile.
La rencontre se déroulera essentiellement en groupes-ateliers sur les thèmes : NON-VIOLENCE, BIBLE ET VIE, VIVRE LE TEMPS, RELATIONS HOMMES-FEMMES, ACTUALITE POLITIQUE, ART ET CREATION, SPIRITUALITES.

Informations et inscriptions : avant le 11 avril 1983
Auprès de : Madeline ROCHAT - 1141 PAMPIGNY

ATELIER BOUGIES 82

UNE ACTION DANS LES RUES DE SION PAR FSF VALAIS (1 semaine).

Faire une bougie... il faut du temps, de la patience, du courage (s'arrêter en public et faire une bougie)... être disponible.
Un atelier bougie pourrait transformer la rue d'un simple lieu de passage (faisant appel au regard sur les cadeaux exposés en vitrine et appelant à la consommation) en lieu de rencontres et d'échanges.
La préparation des affiches nous a permis de nous connaître un peu mieux entre nous, de réfléchir ensemble sur quelque chose de concrêt et surtout de passer 2 bonnes soirées de partage.

VOICI LE CONTENU DE 2 DE NOS 4 AFFICHES :

1) UNE BOUGIE
- POUR LA LUMIERE
- POUR LA PAIX
- POUR LA JOIE
- POUR LE PARTAGE
- POUR UN EQUILIBRE PLUS JUSTE ENTRE LE TIERS MONDE ET ICI
- EN SOUVENIR

2) POUR CEUX QUI ONT LE TEMPS

(l'année prochaine, on mettra : pour ceux qui savent prendre le temps).
Essayer de faire de ses propres mains... pour le plaisir, mais aussi pour se rendre compte du travail qui reste camoufflé dans l'objet acheté si bon marché. Prix qui le dévalorise, le rend quelconque, "méprisable", facile à jeter après l'emploi.
Et puis,n'est-ce pas le plus faible, l'étranger, le tiers monde que nous méprisons à travers cette attitude ?

Parallèlement à la fabrication des bougies, nous avons invité différents organismes travaillant un peu dans ce but-là (Magasins du Monde, ATD quart monde, Service civil, Amnesty), chacun pour une journée.
Il était intéressant de faire connaissance avec les différents organismes, de voir leur réaction, de connaître leur disponibilité. Pour nous : il faudra s'y prendre plus tôt une autre année, et puis, ceux qui veulent vraiment viennent.

Quelques réactions dans la rue :

- gratuit ? non... ce n'est pas possible... pour rien... vous aurez un déficit (nous faisions payer Fr. 3.-- / 100 gr.)
- j'aimerais acheter une bougie... nous sommes restés fidèles à notre message, nous n'avons pas vendu de bougies !
- l'angoisse des gens de s'arrêter, d'entrer en relation (c'est une secte ? qu'est-ce qu'ils voudront de moi ?) - notre propre angoisse.
- le peu de temps
- des échanges, des rencontres, des sourires...
- moi je ne veux pas de cadeau, j'en ai déjà tellement, je ne saurais plus avec lequel jouer.
- je suis incapable...
- vous allez de ville en ville faire faire des bougies aux gens ?

Une action... investissement rentable ? ... il nous reste des souvenirs ... pieds humides... mains froides... des bougies... des sourires ... rencontres... vivre 1 semaine dans la rue en Suisse... eh bien, si l'envie vous prend, le matériel pourrait être mis à disposition pour d'autres groupes !

A contacter : Thérèse DUBUIS, Ch. des Châteaux 1, 1950 SION, tél. 027 22'56'79

Hélène SCHWARTZ

Aider aujourd'hui pour survivre demain

Une action commune de
Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas, Entraide Protestante, Caritas, OSEO

L'aide au développement réduit les tensions sociales et contribue au maintien de la paix. Elle est une exigence de la solidarité. C'est pourquoi nous prenons position pour une aide au développement privée et publique plus importante.

Parce que nous sommes convaincus que les mesures d'économie sur l'aide au développement prévues par le Conseil fédéral ne contribuent ni aux intérêts de la paix mondiale, ni à ceux de notre pays, ni à nos obligations de solidarité internationale, **nous demandons au Parlement et au Conseil fédéral:**

- **de renoncer aux mesures d'économies d'environ 380 millions de francs, qui devraient être prises en 84, 85 et 86 en ce qui concerne l'aide au développement**
- **de réaliser progressivement les intentions proclamées antérieurement et d'amener notre aide au niveau de la moyenne de celle des pays industrialisés (1981: 0,35% du PNB)**
- **de donner la priorité absolue à la coopération directe avec les pays, les régions et les groupes de population les plus défavorisés**

Tout le monde peut signer, quels que soient son âge et sa nationalité. Renvoyez cette feuille rapidement, même partiellement remplie. Merci de votre collaboration.

Nom, prénom	Rue	No postal	Lieu
1			
2			
3			
4			
5			

Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements, des feuilles de signature ou un dossier d'argumentation, vous pouvez vous adresser à l'une des oeuvres d'entraide ou à la coordination romande de l'Action «Aider aujourd'hui pour survivre demain», Terreaux 10, 1003 Lausanne.

☐ Feuilles de signature _______ exemplaires

☐ Dossiers d'argumentation _______ exemplaires

Et n'oubliez pas d'indiquer votre adresse

LETTRES D'OUTRE-MER



INTERVIEW D'UN PRISONNIER RÉCEMMENT LIBÉRÉ EN HAITI

Je viens de sortir de prison, le 22 septembre 1982, grâce à un arrêté présidentiel. J'avais été incarcéré lors de la vague d'arrestations du 28 novembre 1980, j'étais membre du Parti démocrate-chrétien et j'avais été arrêté avec les autres membres du parti.

L'état de grâce nous est donc accordé ce jour du 22 septembre 1982, grâce pleine et entière. La nouvelle de notre libération a dépassé toutes les frontières, le journal "LE MONDE" en a parlé et toute la presse internationale en général. Cela a été un "ouf" de soulagement pour nous, pour nos familles, pour l'extérieur aussi, ce qu'on appelle l'opinion internationale. Il faut dire que ces jours-ci, mon pays cherche à se faire une image de marque à l'extérieur.

Mais, ce que je peux vous dire aujourd'hui, le 25 octobre 1982, c'est que tout cela est une grande mascarade. Parce qu'en fait de "grâce pleine et entière", et bien, c'est plutôt une caricature ! En effet, dès notre libération, nous avons tous reçus, mes camarades et moi, des ordres très précis, des consignes à observer :

Premièrement: se présenter au poste (caserne ou autre) toutes les 24 heures pour signer ;

Deuxièmement : ne pas sortir d'une aire bien précise (en l'occurence ne pas dépasser Port-au-Prince) pour certains de mes amis, ne pas même monter à Pétionville, le haut de Port-au-Prince ;

Troisièmement: ne pas se trouver en compagnie de plus de trois personnes, ce qui en Haïti est impossible ! - comme partout ailleurs, je suppose ;

Quatrièmement : ne participer à aucun groupe (église, université ou autre), ne pas travailler.

Deux de mes amis ont voulu s'inscrire à l'Université, ils se sont fait gentiment renvoyer.

En effet, imaginez-vous une prison en plein air où vous pouvez aller et venir, mais où tout vous est interdit !

D'autre part, ce que nous appelons les "anges gardiens" (des policiers en civil) peuvent intervenir à tout moment chez nous sans nous avertir.

Je suis donc bel et bien en résidence surveillée, cerné de partout, ne pouvant vivre et ressentant l'étouffement jusque dans mes entrailles.

Cette situation d'incertitude me pèse et, à la limite, m'est plus pénible que celle que j'ai vécue en prison.

Aujourd'hui, je me pose beaucoup de questions. Un voile s'est levé depuis que le pays était tombé dans l'obscurité la plus profonde après novembre 1980 ; nous sommes soi-disant libérés...

Mais comme vous pouvez le voir, cette situation n'est qu'une façon de la part de notre gouvernement "de sauver la face" devant une opinion internationale et le black-out actuel continue... de nous assaillir dangereusement de tous les côtés.

Va-t-on nous oublier et nous laisser mourir dans cette situation ?

UNE LUEUR D'ESPOIR VA-T-ELLE GERMER POUR MON PAYS ?

QUAND ?

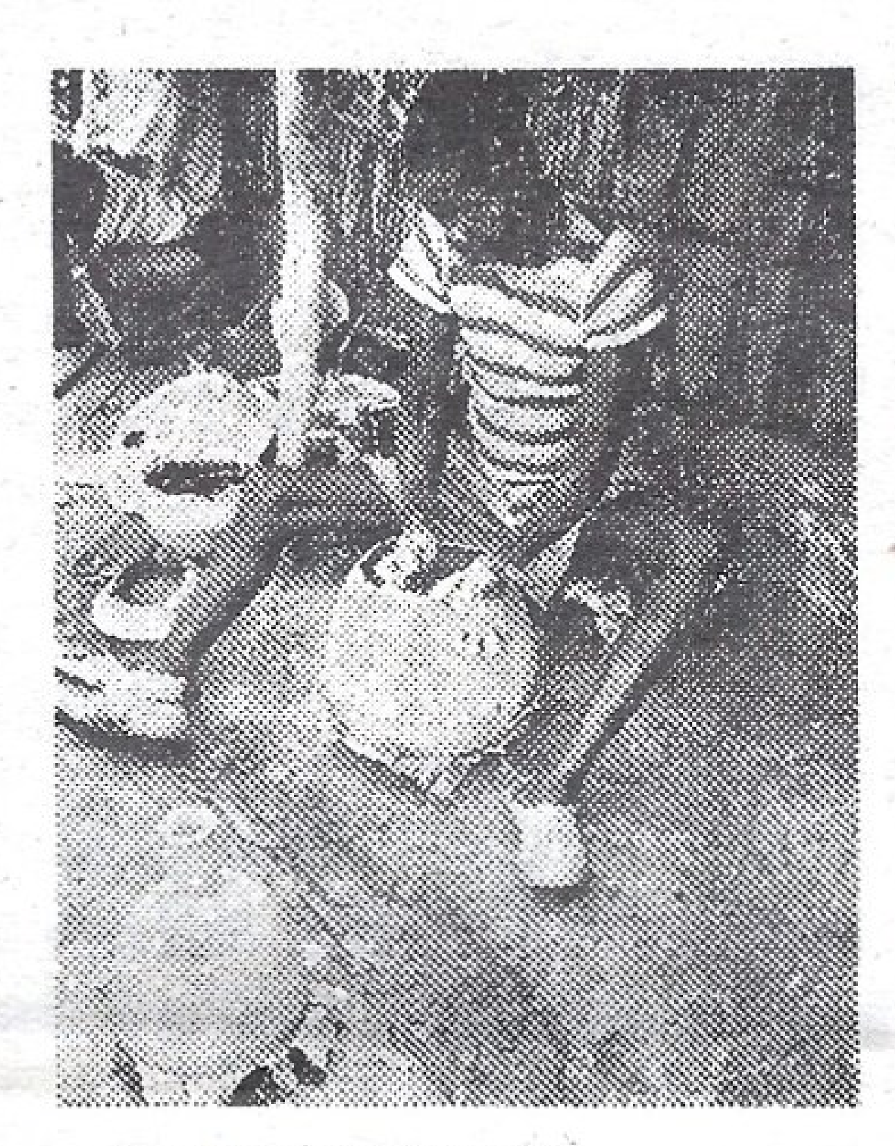
EN AFRIQUE, LA «DIPLÔMITE» ET LE DÉCLIN DE L'ARTISANAT CONTRIBUENT À L'ACCROISSEMENT DRAMATIQUE DU SOUS-EMPLOI

Dans le cadre de son « programme mondial de l'emploi », le BIT se livre à une série d'études dans les pays en développement sur les causes du sous-emploi qui frappe massivement des régions entières, et il cherche des solutions.

Parmi les travaux effectués en Afrique, deux études sont venues récemment à notre attention. Il s'agit d'une part du chômage des « travailleurs instruits » — comme on disait déjà il y a quelques années en parlant notamment de l'Asie — et du déclin de l'artisanat.



Pour l'un comme pour l'autre...



... l'avenir est bouché.

Une véritable épidémie

Pour ce qui est du premier point, le BIT a enquêté au Bénin, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et au Togo, ce qui lui a permis de confirmer ses constatations précédentes.

« Dans toute l'Afrique en développement, dit le BIT, le désir de décrocher un emploi de bureau est à l'origine de ce que l'on appelle le « syndrome de la qualification du diplôme », c'est-à-dire la conviction que le genre d'études que l'on fait n'a aucune importance, pourvu qu'il y ait un diplôme à la clef et qu'il vaut mieux être étudiant toute sa vie que de ne pas réussir à en obtenir un.

Instruits mais inemployables

» A mesure que cette « diplômite » se répand parmi les jeunes Africains, le spectacle de milliers de jeunes très instruits mais inemployables commence à hanter les autorités de tout le continent africain, où l'agriculture est encore le fondement de la plupart des économies et où le nombre d'emplois offerts aux diplômés reste souvent bien inférieur à une demande croissante.

» Mais, tant qu'un diplôme demeure le moyen d'accéder à une carrière intéressante et bien rémunérée, et que l'agriculture reste un moyen de gagner durement sa vie avec des revenus somme toute minimes, il est probable que cette demande continuera de s'accroître. »

Différences de salaires

Un exemple : au Sénégal, un haut fonctionnaire peut gagner vingt-quatre fois plus qu'un travailleur du « secteur non structuré » des zones urbaines et, même au grade le plus bas de la fonction publique, le salaire est cinq fois plus élevé que celui d'un travailleur de ce secteur, c'est-à-dire de la production locale artisanale.

Dans les quatre pays objets de la dernière enquête, on s'efforce de lutter contre cette situation. Sénégal et Côte-d'Ivoire ont uni leurs efforts pour améliorer la formation technique avec l'aide d'un institut de recherche français. Partout, on cherche à développer la formation professionnelle dans les métiers liés à la technique moderne, cela en utilisant notamment des unités mobiles qui se rendent dans les villages. Le BIT appuie ces activités, et en particulier celles qui ont pour objet de permettre aux jeunes de s'installer dans les zones rurales.

Une autre constatation du BIT est confirmée par une étude approfondie faite dans les villages de l'est de la Haute-Volta : l'artisanat villageois traditionnel et la transformation locale des produits agricoles sont des activités en déclin; elles sont victimes de la concurrence des produits importés ou des produits de substitution fabriqués par les grandes entreprises nationales.

85 % des emplois

Or, les petits établissements traditionnels, qui fournissent 85 % des emplois non agricoles, constituent le pivot de la vie économique et sociale des collectivités souvent isolées du Sahel occidental, l'une des zones du monde les plus dépourvues de ressources naturelles.

Les potiers battus par le plastique...

Le tissage et la teinturerie sont des activités très durement touchées par la concurrence des tissus de fabrication industrielle, tandis que les potiers voient leur gagne-pain menacé par la production d'une large gamme de récipients en métal ou en matière plastique fabriqués à Ouagadougou ou importés.

Les forgerons, qui fondaient autrefois leur propre fer, ne produisent plus désormais que certains instruments aratoires à main à partir de déchets d'acier industriel.

... comme les tanneurs

L'installation d'une usine moderne qui fabrique des chaussures en matière plastique à partir de pétrole importé a pratiquement fait disparaître la confection de chaussures en cuir par des artisans locaux, autrefois florissante.

Dans une région qui regorge de peaux d'animaux, il est singulier que le travail du cuir soit ainsi en voie de disparition.

Enfin, deux brasseries modernes se sont implantées dans le pays; elles ont largement recours à des ingrédients et à des machines importées et concurrencent de plus en plus l'industrie locale de la bière « dolo », principal employeur de la région.

■

Lutte Syndicale
23.2.1983

PAQUES 1983

Message de vie

A ma famille,
A mes amis,
A mes proches
dans le travail,
le village, la région,
le centre hospitalier,
A mes copains,
Aux jeunes et enfants
qui m'ont entourée
de mille façons.

Elle avait 50 ans et vivait à Dijon. Atteinte d'une maladie incurable, elle se savait condamnée. Ce qui ne l'empêchait pas de continuer à militer. Dans un Mouvement. Au syndicat. Dans son milieu de travail. Sa famille. Auprès de ses amis. Elle se sentait poussée, tirée, entraînée par sa foi. Tout son engagement, c'est en chrétienne qu'elle le vivait. C'est aussi en chrétienne qu'elle a dit adieu à ses amis et qu'elle leur a laissé son testament : un message rédigé et imprimé avant sa mort, avec la consigne de l'expédier à 450 personnes le lendemain de son décès. Nous pensons qu'il vaut la peine d'être diffusé à 500.000 exemplaires... Germaine Chaumonnot n'a pas fini de nous bousculer.

Je ne sais ni le jour ni l'heure mais c'est proche.
Je veux vous dire : au revoir.

- Soyez des militants, à votre taille, là
où il vous plaît (Associations, collectifs, syndicats, comités
de parents, partis politiques, catéchèse, mouvements de jeunes
et autres, village, quartier, etc.)

- Devenez des militants, pour que ceux qui
le sont déjà soient moins fatigués.

Mais toujours pour un monde plus juste
Une autre vie plus humaine, plus conviviale

- Oubliez les peines que j'ai pu vous faire.

- Merci pour la joie, l'Amour, l'Amitié, l'Espérance,
que j'ai partagés avec vous tous
ou avec chacun depuis mon enfance jusqu'à ce jour.

La vie est un passage
Au moins sur ce passage
Semons des fleurs,
Donnons de l'Amour.
Dieu vous aime
Aimez-vous les uns les autres.

Tiré de :
C.C.F.D.
Info
Février 83



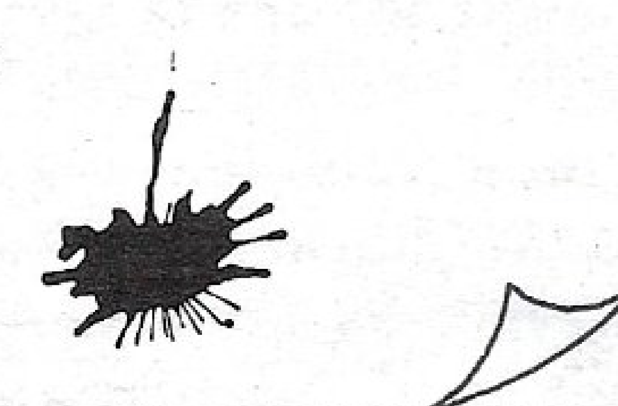
PLAQUETTE !

INTERROGATION



6 ANS
D'ILLUSTRATIONS

b bolli
jd liechti



AVEZ VOUS DEJA COMMANDE VOTRE PLAQUETTE ?

- 90 pages environ de dessins humoristiques parus dans notre journal
- Format A5, couché
- Prix : seulement Fr. 5.-- l'exempl (+ frais port)
- Parution : Avril 1983

Je commande, au prix de Fr. 5.-- (+ frais port)
.... exempl. de la plaquette de dessins humorist.
Que je m'engage à payer dès réception.

NOM/ Prénom : ....

Adresse exacte : ....

No Postal / Lieu ....

Date et signature ....

Je suis abonné au journal par

☐ FSF ☐ GVOM ☐ EIRENE

TALON DE COMMANDE A RENVOYER A :

INTERROGATION
Ch. des Croix-Rouges 16
CH - 1007 LAUSANNE

J.A. 2056 DOMBRESSON

INTERROGATION parait huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Atelier offset J.-D. Perrin – Av. Morges 161 – 1004 Lausanne